

# IN Magazine N° 178 Mars / Avril 2018

10 mars 2018

## **Pourquoi les scandales agroalimentaires se multiplient ?**

Lait en poudre contaminé aux salmonelles, Fipronil dans des préparations à base d'œufs... Les scandales se succèdent et plongent peu à peu les consommateurs dans l'inquiétude permanente.

Comment expliquer ces crises à répétition ? Et pourrait-on s'y prendre autrement ?

Un des problèmes est sans nul doute la mondialisation des échanges. Dans le cas de la découverte d'œufs au Fipronil durant l'été 2017, plus de 30 pays ont été touchés dont la France. A cela s'ajoute un manque de collaboration entre les pays. Dans l'Union européenne, cette situation est patente et les Etats sont plus soucieux de soigner leur image dans l'opinion publique que de résoudre les problèmes.

Si les catastrophes sanitaires ont existé de tout temps, il faut souligner que la notion de « sécurité sanitaire » est récente. Elle est en effet apparue pour la première fois à la fin des années 90. Dans la même période, des agences spécifiquement dédiées à assurer cette sécurité ont été créées. Mais leur existence, clairement, ne résout pas tout et les coupes budgétaires permanentes privent ces entités de moyens humains et matériels nécessaires. Ces restrictions sont également appliquées aux autorités de contrôles. Ainsi de nombreux agents de la répression des fraudes et des services vétérinaires ne peuvent plus assurer pleinement leurs missions. Cela laisse le champ libre à des politiques d'autocontrôles à minima à l'intérieur des entreprises. Un autre problème est dû au manque de données.

Pour cela il faudrait une véritable veille épidémiologique de terrain dans notre pays en recoupant les infos fournies par les hôpitaux, l'assurance maladie...

Trop longtemps, en France, les pouvoirs publics ont privilégié la culture du secret. La méfiance des citoyens s'est développée et elle a été amplifiée par Internet et les réseaux sociaux. Pour combattre la suspicion, il est nécessaire

d'encourager l'appropriation collective de ces problèmes en organisant, chaque fois que nécessaire, une confrontation publique des connaissances scientifiques avec les appréhensions ou convictions des citoyens.

On peut citer le conseil national du débat public qui n'est pas encore rentré complètement dans les mœurs dans notre pays mais qui a le mérite de poser les problèmes sur la table.

Un autre moyen d'éviter la répétition des crises consiste à offrir des garanties à ceux qui, les premiers, voient et avertissent d'un danger, les « lanceurs d'alerte ». Le scandale de l'affaire « Buffalo Grill », dénoncé par des salariés, montre bien les attaques auxquelles peuvent être soumises les personnes qui dénoncent des pratiques douteuses au cœur même de l'entreprise.

Il ne s'agit pas de déclarer « naïvement » que tous les lanceurs d'alerte ont raison, mais de leur offrir la possibilité de s'exprimer. Et surtout, de conduire les études nécessaires pour confirmer ou infirmer les risques qu'ils pointent. Cela implique, plus largement, que les pouvoirs publics mais aussi le milieu de la recherche se prémunissent contre l'influence des lobbies.

*Arnaud FAUCON, secrétaire national*